



Préavis de grève

Tous à Paris le 28 juin 2022
pour sauver l'audiovisuel public !

La promesse de campagne du président-candidat Emmanuel Macron de supprimer la redevance au nom du pouvoir d'achat menace l'existence de l'audiovisuel public. Privatisation de France 2, fusion France 3/France Bleu, filialisation de la Fabrique, fusions de services suivis de licenciements, plusieurs hypothèses sont déjà sur la table. L'enjeu est considérable pour les citoyens: la diversité culturelle de notre pays et le pluralisme de l'information sont menacés.

Une démocratie moderne et digne de ce nom se doit de disposer d'un service public audiovisuel indépendant et financé à la hauteur des enjeux. La perspective du démantèlement au profit d'un secteur privé où règneraient les milliardaires des médias est insupportable. C'est à l'aune du niveau d'indépendance de l'information, que l'on mesure la maturité d'une démocratie.

Les citoyens n'ont jamais autant eu besoin d'une information indépendante et pluraliste avec des contenus qui échappent à la mainmise des plateformes mondialisées. Nous ne nous résignons pas à laisser l'État en simple suppléant du secteur privé.

Supprimer la redevance, ressource affectée, c'est précariser et paupériser l'audiovisuel public en le basculant sur le budget général de l'État donc aux arbitrages et aux pressions politiques incessantes. On a bien vu ce qu'il en fut avec la suppression de la publicité jamais réellement compensée.

La redevance est à ce jour le seul mode de financement pérenne garantissant l'indépendance de l'audiovisuel public.

Urgence de la mobilisation.

Les syndicats signataires revendiquent :

- La mise en place d'une taxe universelle affectée à l'audiovisuel public inspirée du modèle allemand et dont le rendement serait au moins équivalent au montant actuel de la redevance, compensation d'exonérations incluses
- Une indexation de cette taxe universelle sur l'inflation assortie d'un plan pluriannuel d'évolution sur 5 ans via un Contrat d'Objectifs et de Moyens (COM).
- Des orientations stratégiques permettant au service public de se développer plus amplement encore sur le numérique avec des contenus dédiés et financés, tout en ayant les moyens de maintenir ses programmes sur le linéaire
- Un financement dédié pour lutter contre les fake news et défendre un journalisme exigeant et indépendant, afin de protéger notre modèle démocratique

Afin d'obtenir satisfaction, les syndicats CGT, CFDT, FO et SNJ appellent les salariés à cesser le travail le 28 juin 2022 à compter de 0H pour une durée de 24 heures et à se rendre massivement à Paris afin de faire entendre leur colère face à tant de mépris affiché par le pouvoir en place.



Tous à Paris
le 28 juin !

Paris, le 24 mai 2022

Pour la CGT,
Pierre Touchet

Pour la CFDT,
Yvonne Roehrig

Pour FO,
Océan GRENIER

pour le SNJ
Serge GONNO